

Nouvelles révélations dans le dossier RKI, la vérité sans caviar choque: la pandémie des non-vaccinés, la vaccination des enfants, la sûreté des injections...tout était du pipeau

L'Institut de pharmacovigilance allemand s'est couché devant les ordres du politique



[Senta Depuydt](#)

juil. 26, 2024

Le premier volet des "RKI Files" avait choqué l'Allemagne en mars. Cette fois, ce sont tous les procès-verbaux, intégraux et non censurés, qui viennent d'être publiés sur Internet.

Publication originale le 25 juillet 2024 sur [Essentiel.news](#)



Nous avons [déjà eu l'occasion](#) de traiter de l'affaire dite des «RKI-Files», comme on appelle la divulgation des procès-verbaux du «Robert Koch Institute» (RKI), l'administration publique allemande en charge de la santé publique.

Ces documents, publiés en mars de cette année, avaient prouvé que les décideurs allemands avaient été informés dès le début de la «pandémie» que la maladie était moins dangereuse qu'une grippe ordinaire; ils avaient aussi révélé que les autorités savaient parfaitement que la plupart des «mesures sanitaires» contraignantes imposées en Allemagne, y compris les injections, seraient au mieux inutiles, voire nuisibles, et qu'elles avaient été imaginées et imposées par des politiciens et des militaires, sans aucun débat scientifique, et contre des avis d'experts.

Cette affaire avait défrayé la chronique en Allemagne, forcé les responsables politiques à prendre position, et choqué l'opinion. En Autriche, elle avait [fait titrer](#) à l'Agence de presse autrichienne (OTS) que «les protocoles RKI montrent que les mesures liées au coronavirus étaient une mise en scène sans preuve de la part des politiques et de l'armée.»

L'affaire avait causé des remous en Suisse aussi: suite aux révélations allemandes, le rédacteur en chef de la Neue Zürcher Zeitung (NZZ) [avait dressé un réquisitoire](#) contre les «mesures sanitaires» et l'hystérie collective de 2020-2022.

Or l'affaire des «RKI-Files» vient de s'élargir et de s'étendre. Contrairement aux rapports divulgués au mois de mars, qui avaient été obtenus à la suite d'une bataille judiciaire et qui étaient incomplets et caviardés, il s'agit cette fois-ci d'une véritable fuite de données, complètes et non censurées, en provenance de la «cellule de crise Covid» allemande.

Près de 8 Gigaoctets fuités

Avant toute chose, et dans un souci de conservation de preuves, il est vivement conseillé à tous ceux qui le peuvent de télécharger et de conserver les documents nouvellement fuités. [Voici un lien de téléchargement](#). Bien que le [site des lanceurs d'alerte](#) soit surchargé, nous avons été capables d'obtenir les 8 gigaoctets fuités dans leur intégralité, et de les recopier pour en faciliter l'accès à nos lecteurs.

La journaliste indépendante à l'origine de la divulgation de ces données fuitées est Aya Velázquez, qui a publié le 23 juillet [un Tweet](#) expliquant ce qui suit :

Nous mettons fin ici au drame du caviardage des procès-verbaux de la #RKI. Voici le jeu de données complet de tous les procès-verbaux des réunions du @rki_fr, de 2020 à 2023, non expurgés, y compris 10 Go de matériel supplémentaire:

<https://rki-transparenzbericht.de>

Un(e) lanceur(se) d'alerte, ancien(ne) collaborateur(trice) de l'Institut Robert Koch, m'a contactée et m'a transmis l'ensemble des données. Les détails sur la personne sont bien entendu soumis à la protection des sources, mais je peux dire ceci: la personne l'a fait pour des raisons de conscience. Pour la vérité, pour un examen complet des mesures Corona, et surtout pour les habitants de ce pays.

Même si le RKI a joué un rôle peu glorieux au cours des quatre dernières années, en cédant à une politique envahissante et contraire aux droits fondamentaux, il s'est trouvé au RKI aussi, ces quatre dernières années, des personnes se trouvant du côté des citoyens et en désaccord avec les agissements des autorités, avec les recommandations contradictoires aux politiques, et le soutien à des décisions politiques arbitraires. La nouvelle fuite du RKI doit donc également être comprise comme une main tendue, un geste de réconciliation : entre citoyens – par-delà les barrières administratives, les pare-feux et les remparts de l'esprit.

Nous devons nous rappeler que dans des administrations prétendument sans visage, il y a aussi des personnes: des personnes qui ont leur propre esprit, qui, tout comme nous, se font des idées et veulent un avenir meilleur pour nous tous: libres du totalitarisme, de la tutelle politique et de la violation systématique des droits à l'autodétermination physique.

Cet esprit – notre lien en tant que citoyens les uns avec les autres – ne peut pas être anéanti. Les puissants le savent. C'est ce qui leur fait le plus peur. Le talon d'Achille du système politique actuel, c'est nous, les humains, car chacun d'entre nous a du pouvoir. [...]



La journaliste Aya Velazquez

Quelques collègues et moi-même avons déjà lu les procès-verbaux. Il faut parfois avoir les nerfs solides pour les lire, en raison des contradictions flagrantes qu'ils contiennent. Les protocoles du RKI le prouvent: notre politique Corona n'était pas basée sur des considérations rationnelles et scientifiques. De nombreuses décisions politiques, telles que 2G, l'obligation de vaccination généralisée, ou la vaccination des enfants, étaient des décisions purement politiques pour lesquelles le RKI, en tant qu'autorité soumise à des directives, fournissait une légitimité prétendument scientifique. Nous apprendrons pourquoi Christian Drosten, malgré l'annonce tonitruante faite dans son livre, a apparemment eu mal au ventre à l'idée de voir son nom dé-caviardé des procès-verbaux – et nous nous souviendrons que Jens Spahn s'était déjà prononcé en faveur d'une campagne de vaccination des enfants à grande échelle avant la recommandation de l'EMA et de la STIKO.

Nous apprendrons que le RKI ne s'est pas opposé à la décision de l'EMA et de Pfizer d'abandonner les études de phase III et de tester le vaccin à grande échelle sur l'ensemble de la population – afin d'accélérer l'autorisation d'urgence. Et nous apprendrons que le RKI s'est malheureusement prononcé en faveur de l'obligation de vaccination dans les établissements de soins et de l'obligation générale de vaccination, malgré la connaissance de l'absence de protection externe et des effets secondaires les plus graves. [...]

Je m'incline avec le plus grand respect devant l'ex-employé du RKI incroyablement courageux et intègre, à qui nous devons cette information. J'adresse également mes plus vifs remerciements au journaliste Paul Schreyer qui, par son combat juridique persévérant autour des protocoles du RKI, a mis le feu aux poudres. Tous deux ont rendu un service inestimable à ce pays. Je voudrais également remercier mes collègues

qui, dans l'ombre, ont contribué avec passion ces dernières semaines à rendre possible la fuite d'aujourd'hui dans ses nombreuses dimensions.

Grâce à l'ensemble des données entièrement dé-caviardés de tous les protocoles de la cellule de crise du RKI, une analyse honnête et sans compromis de la politique de Corona en Allemagne peut maintenant commencer.

La vérité finit toujours par triompher. Avec tout cela à l'esprit: bonnes fouilles!"

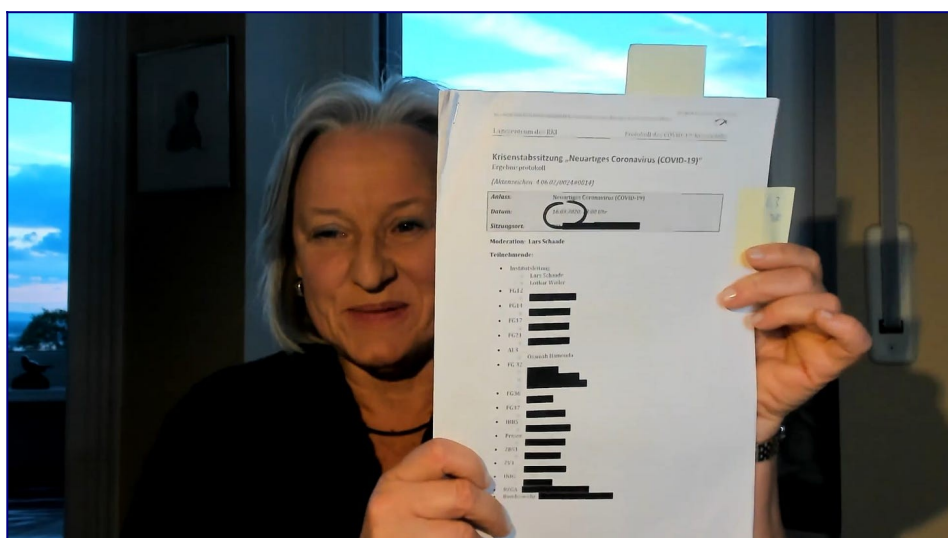
Dans son tweet, Aya Velázquez annonce également une conférence de presse qui s'est tenue à Berlin le 23 juillet, [retransmise en direct](#) sur Twitter. (lien de la vidéo de la conférence de presse (en allemand) [ici](#))

Pour ce qui est de leur analyse détaillée, elle est encore en cours. Nous nous contentons pour l'instant de rapporter et traduire les propos et l'analyse des sources les plus crédibles. Parmi elles, le docteur allemand Michael Spitzbart, qui [dit la chose suivante](#):

Selon le RKI, la pandémie de personnes non-vaccinées n'existait pas, hormis dans le discours politique. Le test des personnes asymptomatiques était un non-sens scientifique. Il s'agissait toutefois de produire sciemment des quantités de cas, c'est-à-dire de donner une grande ampleur à la pandémie, sous la pression des politiques.

Particulièrement explosif: **la vaccination des enfants n'avait aucun sens** selon le RKI, mais les politiques l'ont tout de même promue avec insistance. Les masques ne serviraient à rien, et le confinement et les fermetures d'écoles feraient plus de mal que de bien. Mais la politique a dit et prescrit exactement le contraire. Les **effets secondaires déjà connus des injections géniques, comme les thromboses veineuses cérébrales, ont été passés sous silence**, et les gens ont été sciemment poussés vers **une modification génétique expérimentale**.

Si toute cette bande n'était pas aussi corrompue, Spahn, Lauterbach, Wieler, Merkel et une grande partie de la presse qui rabâche sans vérification devraient être traduits en justice. [...]



Durant l'épisode Covid, l'avocate Beate Bahner, avait été enfermée en psychiatrie après avoir posé des questions trop gênantes sur les politiques de l'Institut Robert Koch.

Le RKI et Lauterbach prétendent que ces fuites sont illégales

Les principaux accusés, le RKI et le ministre allemand de la santé, n'ont pas tardé à réagir à ces fuites.

[Dans un communiqué](#) publié le même jour, le RKI s'insurge contre la publication, en alléguant que ces révélations sont contraires au droit.

Prise de position sur les données publiées par des tiers avec les protocoles de la cellule de crise du RKI, 2020-2023

Le 30 mai 2024, l'Institut Robert Koch (RKI) a mis à disposition sur le site www.rki.de/covid-19-krisenstabsprotolle les protocoles de sa cellule de crise Covid-19 de janvier 2020 à avril 2021, en grande partie non expurgés.

Dans cette version publiée, seules les données personnelles selon l'article 5 de la loi sur la liberté de l'information (IFG) ainsi que les secrets d'entreprise et les secrets d'affaires de tiers selon l'article 6 l'IFG ont été caviardés.

Auparavant, les protocoles ont été réexaminés afin de déterminer quels étaient les motifs d'exclusion obligatoires selon l'IFG et, dans ce contexte, des procédures de participation de tiers ont également été menées. Dans le même temps, le RKI a annoncé qu'il publierait le plus rapidement possible les procès-verbaux de mai 2021 à juillet 2023, date de la fin des réunions de la cellule de crise, après examen et participation de tiers.

Depuis le 23 juillet 2024, le prétendu «ensemble de données complet non caviardé de tous les procès-verbaux de la cellule de crise 13111 de 2020 à 2023» est proposé au téléchargement par un organisme externe, sans caviardage.

Le RKI n'a ni vérifié ni validé ces données. Le RKI désapprouve expressément la publication illégale de données personnelles et d'entraves à l'activité économique, et en particulier la violation des droits de tiers, dans les données publiées.

Le RKI prévoit également de publier le plus rapidement possible les protocoles restants jusqu'à la fin des réunions de la cellule de crise en juillet 2023. Le RKI les mettra également à disposition, dans la mesure du possible, sans les expurger, dans la mesure où cela est autorisé par la loi, compte tenu des droits légaux de toutes les parties concernées.

Le ministre allemand de la santé, Karl Lauterbach, [répète ensuite](#) essentiellement la même chose:

Le RKI avait de toute façon l'intention, avec mon accord, de publier les fichiers RKI de la cellule de crise Corona. Maintenant, c'est fait sans que les droits des tiers, y compris des collaborateurs, aient été protégés au préalable. Il n'y a pourtant rien à cacher.

Les médias forcés de relater l'affaire

Suite à ces révélations, qui agitent déjà grandement les réseaux sociaux, les médias allemands se saisissent de l'affaire.

C'est la «Berliner Zeitung» qui commence, [en titrant](#): «Lauterbach n'aimera pas ça: les fichiers RKI publiés sont entièrement dé-caviardés».

Dans un [deuxième article](#), le même journal répète ensuite la déclaration du ministre, qui affirme que le RKI «n'a rien à cacher», et que les données dé-caviardées violent «les droits des tiers y compris des collaborateurs [du RKI]».

Les autres médias allemands, [comme la ZDF](#), se font l'écho de la Berliner Zeitung. Toutefois ces titres ne se penchent pas sur la substance des révélations.

En Suisse, la NZZ fait [un meilleur travail](#) le lendemain, mercredi 24 juillet, en admettant du bout des lèvres que les données fuitées contiennent des nouvelles révélations importantes:

De nouveaux dossiers du RKI le prouvent: les hommes politiques et les médias ont parlé, contre leur meilleure connaissance, de «pandémie des non vaccinés».

À l'hiver 2021, Jens Spahn, alors ministre allemand de la Santé, a utilisé cette formulation lors de presque toutes les conférences de presse. L'Institut Robert Koch a découvert très tôt que cette expression était incorrecte.

Il fut un temps où les personnes non vaccinées contre le coronavirus étaient perçues comme moins intelligentes. Selon une étude danoise, les préjugés contre ces personnes étaient plus répandus que les préjugés contre les migrants. Le débat sur la vaccination s'est polarisé pendant la pandémie de Corona, notamment en Allemagne, notamment parce qu'il y a eu également des débats sur une éventuelle vaccination obligatoire. Le ministre allemand de la Santé de l'époque, Jens Spahn, a contribué à la polarisation. [...]

Aujourd'hui, l'expression «pandémie des non vaccinés» suscite à nouveau l'enthousiasme. Parce qu'il était visiblement sans fondement.

Après un long litige juridique, l'Institut Robert Koch (RKI) a publié fin mars de cette année les protocoles de l'équipe de crise Corona. Cependant, le RKI n'a publié que des protocoles pour la période allant de janvier 2020 à avril 2021 – et ceux-ci ont été largement caviardés. [...]

Cependant, les protocoles depuis mi-2021 manquaient toujours. Or, c'est une personne qui travaillait au RKI pendant la période concernée qui a transmis l'information en tant que lanceur d'alerte.

Un passage devenu connu fait désormais grand bruit. [...] Le RKI a directement contredit la représentation de Spahn, Söder et Ramelow.

«Le taux de vaccination a un effet, mais il n'explique pas tout», précise le procès-verbal. Et sous le titre «Communication scientifique», il est écrit : «Les médias parlent d'une pandémie de non vaccinés. Ce n'est pas correct d'un point de vue technique, c'est toute la population qui y contribue. Cela devrait-il être repris dans la communication?» Cette question a apparemment reçu une réponse négative. [...]

En d'autres termes, la NZZ admet que les nouvelles fuites de données révèlent que la discrimination à l'égard des personnes non injectées était injustifiée, et que les déclarations des responsables politiques à leur endroit étaient parfaitement trompeuses.